

**Nouvelles HRWG Septembre 2019**  
**Numéro 118**

Rédigé et compilé par Trudy Huskamp Peterson pour le *GDTH*. Traduit par Myriam Erwin

**Le commentaire de Trudy Huskamp Peterson**

Jeremy Bentham, philosophe anglais du 18<sup>ème</sup> siècle, proposait que nom, adresse et date de naissance soient tatoués sur nos poignets, afin que nous ne puissions plus éluder la réponse à la question importante : “Qui êtes-vous ? À qui ai-je affaire ? ” Si la proposition du philosophe est restée ignorée — les thèmes à la mode dans le tatouage actuel sont bien éloignés d’un nom et d’une adresse — , l’identification d’une personne demeure un problème. Certaines personnes possèdent tous les documents d’identification : passeport, carte d’identité, dossier médical, permis de conduire, contrat de mariage, certificat de naissance ; d’autres possèdent l’un d’entre eux ... et certaines ne les possèdent pas ou leurs documents ne sont pas considérés comme fiables par la personne qui demande : “Qui êtes-vous ?”

À Berlin, par exemple, un homme a été arrêté par la police le 23 août 2019 pour avoir assassiné un ancien chef militaire séparatiste tchéchène. Le *New York Times*, qui rapporte l’incident, écrit que cet homme était en possession d’un passeport russe et présentait des tatouages sur les bras, mais que “les enquêteurs ont considéré que son patronyme était un faux.” Un courriel anonyme envoyé à la police berlinoise a laissé entendre que cet homme serait un ancien officier du département de la police de Saint-Petersbourg, nommé Vladimir Alekseevich Stepanov ; le journal a trouvé ce nom “dans des documents d’un tribunal et du gouvernement russes” et “a identifié également deux portraits possibles après des recherches dans des millions d’images de nombreuses bases de données photographiques”. C’est à ce moment que le site web russe d’actualités, *Fontanka.ru*, a publié l’information que M. Stepanov était en prison, et y a joint une “photo actuelle de M. Stepanov, qui semble n’offrir aucune ressemblance avec le suspect emprisonné à Berlin.” Qui est alors la personne arrêtée ?! [https://www.nytimes.com/2019/09/26/world/europe/berlin-murder-russia.html?ref=collection%2Fbyline%2Fkatrin-bennhold&action=click&contentCollection=undefined&region=stream&module=stream\\_unit&version=latest&contentPlacement=2&pgtype=collection](https://www.nytimes.com/2019/09/26/world/europe/berlin-murder-russia.html?ref=collection%2Fbyline%2Fkatrin-bennhold&action=click&contentCollection=undefined&region=stream&module=stream_unit&version=latest&contentPlacement=2&pgtype=collection)

Le fait que des personnes migrantes de tout âge ne disposent souvent que de peu de documents personnels, voire en sont totalement dépourvues, est un autre exemple. L’ONG *Human Rights Watch* a publié un rapport sur le traitement des mineurs non accompagnés dans les Hautes-Alpes françaises. *HRW* a mené des entretiens entre janvier et juillet avec 61 jeunes migrants, ainsi qu’avec d’autres personnes en contact avec les enfants ; elle a également analysé les documents officiels d’évaluation de 36 enfants, 13 jugements du Tribunal de la jeunesse et 2 offres de parrainage. Les enfants ont déclaré à l’organisation “avoir eu l’impression de ne pas avoir été entendus” lors de leurs entretiens avec les autorités françaises ; Après avoir eu accès aux rapports d’enquête officiels, *HRW* conclut à une observation “justifiée” et a découvert que “la plupart [des enfants] se voient refuser une reconnaissance formelle de leur statut d’enfant suite à des évaluations de leur âge entachées d’erreurs (...). La police harcèle également le personnel des secours, les volontaires et les activistes qui prennent part aux opérations de recherche et de sauvetage dans les montagnes.” *HRW* prie instamment, entre autres recommandations faites au gouvernement français, de “considérer les certificats de naissance et les autres documents d’identité établis à l’étranger et possédés par l’enfant comme valables, en l’absence de raisons concrètes de douter de leur authenticité”, et de traiter les enfants comme les jeunes personnes qu’ils sont. <https://www.hrw.org/report/2019/09/05/subject-whim/treatment-unaccompanied-migrant-children-french-hautes-alpes>

Un autre exemple: un article de *Reuters* nous apprend qu’“un clip vidéo mettant en scène la possibilité, pour les utilisateurs d’un nouveau logiciel chinois, de remplacer le visage de célébrités avec le leur (...) a été téléchargé des millions de fois”, mais a suscité aussi “des préoccupations nouvelles au sujet de la vérification de l’identité.” <https://www.reuters.com/article/us-china-tech-zao/chinese-face-swapping-app-goes-viral-sparks-privacy-concerns-idUSKCN1VN0G9>

Les gouvernements ont le monopole sur la publication des documents d’identité officiels, ce dont les archives publiques du monde entier détiennent – littéralement – des milliards d’exemples. L’objectif no. 16 de développement durable des Nations Unies a, entre autres cibles, “de garantir, d’ici à 2030, à tous

une identité juridique, notamment grâce à l'enregistrement des naissances.” (16.9) Le texte officiel ne précise pas où et comment l'enregistrement des identités sera conservé ni comment il sera rendu accessible aux instances qui nous interrogeront sur notre identité ... Décidément, le tatouage garde toujours une meilleure allure ! (« Tattooing is looking better all the time. »)

**Nouvelles HRWG.** Le *GTDH* tiendra sa séance lors du Congrès du *Conseil international des Archives* à Adelaïde (Australie), le 21 octobre 2019, de 10h00 à 12h00. Toute personne intéressée est la bienvenue.

### **Nouvelles internationales.**

**Cour de justice de l'Union européenne.** La CJUI a publié deux avis d'une grande portée quant à leur signification. (1) “L'opérateur d'un moteur de recherche n'a pas l'obligation d'exécuter un dé-référencement de toutes les versions de son moteur de recherche [sinon des versions dans les pays membres de l'UE] ; (2) “l'interdiction de traiter certaines catégories de données personnelles sensibles s'applique aussi aux opérations effectuées par les moteurs de recherche.” La publication officielle de ce dernier avis, qui traite de l'utilisation de données sensibles, en donne la lecture suivante : “La Cour de justice de l'UE fait apparaître clairement que la liste des résultats de recherche devra au plus tard être adaptée au moment où la demande d'un dé-référencement est faite, et de la façon appropriée pour que le tableau global reflète la position de la justice, cela même si les opérateurs d'un moteur de recherche devaient découvrir que le sujet des données n'a pas le droit de dé-référencer ces liens - parce que l'inclusion de ce lien est strictement nécessaire pour réconcilier les droits du sujet à la confidentialité et à la protection de ces données personnelles avec la liberté d'information des utilisateur, potentiellement intéressés au sujet de n'importe quel événement ; en clair, les liens vers les pages web qui contiennent l'information à ce sujet doivent apparaître au tout début de la liste. » L'autorité italienne compétente pour la protection des données a résumé l'exigence en la décrivant comme une requête faite à l'algorithme du moteur de recherche de publier en tête de liste l'actualité qui vient d'être mise à jour et non celle qui a été le plus consultée.” Nous remercions Giulia Barrera pour cette information.

<https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2019-09/cp190112en.pdf>;

<https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2019-09/cp190113en.pdf>

**Les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (CETC).** Dans son rapport de situation du rôle des causes [liste des affaires à juger], l'*Open Society Justice Institute* a rapporté que les juges enquêteurs dans le procès fait à Yim Tith “ont publié des ordonnances de clôture distinctes et contradictoires [de près de 500 pages chacun]”. Alors que l'issue du procès n'est pas certaine, “le seul impact positif et clair du procès sera surtout la mise à disposition, “ce dont le public bénéficiera grandement, des ordonnances de clôture qui seront publiées, ainsi que leur analyse extensive, factuelle et juridique - après près de 10 ans d'investigations ! -, en langue khmère, en français et en anglais.” Comme le tribunal prévoit de clore le procès en 2021, la détermination du lieu qui conservera les archives du tribunal est en train de devenir une question critique. <https://www.justiceinitiative.org/publications/latest-developments-at-the-extraordinary-chambers-in-the-courts-of-cambodia-august-2019>

**Cour pénale internationale.** La procureure a décidé de faire appel contre l'acquiescement de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé. Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG* 2019-01 et 2019-07.

<https://www.icc-cpi.int/Pages/record.aspx?docNo=ICC-02/11-01/15-1270-Corr>

**Interpol.** Le directeur des services d'Interpol chargés de lutter contre le crime organisé et le crime organisé émergent a déclaré auprès de la *Thomson Reuters Foundation* que pour mettre fin au trafic d'êtres humains, “il faut pouvoir accéder à des données que ne possèdent pas les autorités responsables d'appliquer les lois et qui sont en possession des entreprises privées et particulièrement des banques.” <http://news.trust.org/item/20190911224407-pb67d/>

**Tribunal spécial pour le Liban.** La mise en accusation de Salim Jamil Ayyash, les mandats d'arrêt lancés contre lui ainsi que le jugement basé sur le dossier soumis au juge par le Procureur ont été rendus publics par le Tribunal. Salim Ayyash est un combattant du Hezbollah accusé d'avoir agressé trois personnalités politiques lors des événements à l'origine de l'assassinat du premier ministre libanais et de 21 autres personnes, le 14 février 2005. <https://www.stl-tsl.org/en/media/press-releases/indictment-in-the-connected-cases-made-public>

Nations Unies. La *Commission du droit international des Nations Unies (CDI)* a adopté la version provisoire des articles sur la prévention et la punition des crimes contre l'humanité et "a décidé de les recommander à l'Assemblée générale des Nations Unies." Pour l'assistance juridique mutuelle, voir l'article 14 (version provisoire) ; pour le détail du règlement de l'échange de documents entre États, voir l'annexe au règlement. [http://legal.un.org/ilc/reports/2019/english/a\\_74\\_10\\_advance.pdf](http://legal.un.org/ilc/reports/2019/english/a_74_10_advance.pdf)

Le rapport de la commission d'enquête spéciale sur la mort de Dag Hammarskjöld survenue suite au crash de son avion au Congo, en 1962, aurait dû être communiqué à l'Assemblée générale le 16 septembre 2019 [avant l'Assemblée générale d'octobre]. La communication du document a été retardée du fait d'un "retard dans la transmission interne du document", selon la déclaration d'un porte-parole faite à *PassBlue*. Bien que "plusieurs États membres des Nations Unies" n'aient pas déclassifié tout le matériel afférent, "un détail clé est à présent confirmé : la présence la même nuit d'un second avion dans l'espace aérien". <https://www.passblue.com/2019/09/17/stalling-the-un-report-on-dag-hammarskjolds-death-is-regrettable/>

Le Groupe d'experts sur le conflit au Yémen a publié un rapport, complété d'un supplément, qui expose avec force détails les résultats de l'enquête et la méthodologie utilisée. Le Groupe "a trouvé des schémas récurrents de violations continues des droits humains par toutes les parties prenantes au conflit – les combats n'ont pas cessé de causer des victimes civiles, mortes, ou blessées, et de violer leurs droits les plus fondamentaux. (...) Les sources d'information directes utilisées par le Groupe ont été : des entretiens avec les victimes, avec des témoins oculaires directs d'un événement, des vidéos, des photographies, des images satellite et des documents dont l'authenticité a été garantie ; des arrêtés, règlements et directives publiés par des gouvernements, des déclarations officielles, accessibles au grand public, des parties en conflit, des déclarations publiées par les organes de communication étatiques ; des statistiques, des enquêtes, des rapports ainsi que d'autres informations quantitatives et qualitatives produites par les organisations, organes, agences, fonds et programmes des Nations Unies." [https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/GEE-Yemen/A\\_HRC\\_42\\_CRP\\_1.PDF](https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/GEE-Yemen/A_HRC_42_CRP_1.PDF)

Nations Unies / Banque mondiale. L'OMS, l'UNICEF, le Fonds des Nations Unies pour la population et le Groupe de la Banque mondiale ont publié un rapport sur la mortalité maternelle et infantile. Grâce aux données produites par "un système d'enregistrement d'état civil par échantillonnage, d'une enquête ou d'un recensement de toutes les histoires de naissance [dans leur totalité ou résumées] (...) ou enfin en utilisant l'information sur les décès survenus au domicile et les tables de mortalité", le rapport a pu affirmer que les progrès réalisés ont permis ces vingt dernières années de sauver des vies. Le rapport appelle aussi à la prudence car "mesurer avec précision la maternité maternelle reste un défi ; de nombreuses morts restent non recensées (...) en l'absence d'un fonctionnement efficace de l'état civil et de statistiques sur les naissances et les décès dans de nombreux pays ; là où les systèmes d'enregistrement existent, indiquer la cause du décès ou attribuer correctement la cause du décès reste un défi majeur pour livrer des données exactes."

<http://blogs.worldbank.org/opendata/despite-remarkable-progress-15000-children-and-800-women-still-die-every-day-mostly> ; [https://www.who.int/news-room/detail/19-09-2019-more-women-and-children-survive-today-than-ever-before-un-report?utm\\_source=STAT+Newsletters&utm\\_campaign=f45872f2e9-MR\\_COPY\\_10&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_8cab1d7961-f45872f2e9-149736437](https://www.who.int/news-room/detail/19-09-2019-more-women-and-children-survive-today-than-ever-before-un-report?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=f45872f2e9-MR_COPY_10&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-f45872f2e9-149736437)

## **Monde / Nouvelles générales.**

Entreprises et documents d'archives. "La police fédérale brésilienne a présenté des chefs d'accusation contre Vale, le géant de l'exploitation minière, ainsi que contre l'entreprise de sécurité Tuv Sud et 13 de leurs employés" après la rupture catastrophique de la digue de janvier 2019 (*BBC News*). "La police fédérale brésilienne accuse Vale et Tuv Sud d'avoir falsifié des documents pour faire croire à la stabilité du barrage de Brumandinho (Corrego do Feijão)." Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG* 2019-07. <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-49772778>

"Bayer AG a déclaré que les enquêteurs externes n'ont trouvé aucun élément illégal dans l'espionnage de journalistes et de politiciens etc. européens, mené par l'entreprise Monsanto avant sa fusion avec Bayer, en 2018." (*Bloomberg*). Les médias français ont révélé en mai 2019 que Monsanto "a noté en secret plus de 200 personnes, dans sa tentative d'étouffer les critiques et de faire du lobbying pour faire autoriser ses produits, par exemple le désherbant Roundup." La société juridique qui a mené l'enquête a déclaré que "les listes de parties prenantes examinées étaient détaillées, méthodiques et conçues pour apporter un fort

soutien des positions de Monsanto vis-à-vis des parties prenantes et des organismes publics (...); il n'avait cependant pas été possible de trouver des preuves permettant d'appuyer les affirmations des médias français quant à l'illégalité des listes précitées.” <https://www.bloomberg.com/news/articles/2019-09-05/bayer-says-probe-found-nothing-illegal-in-monsanto-surveillance>

Il y a dix ans de cela, des tribunaux révélèrent au Nicaragua que des travailleurs de plantations bananières avaient été empoisonnés par les produits chimiques utilisés par les planteurs et ordonnaient le versement aux victimes de compensations financières, ce que les entreprises ayant fabriqué les produits chimiques — Dow Chemical, Shell Oil et Occidental Chemical — refusèrent de faire. Les victimes ont à présent porté plainte en France, un pays “dans lequel ces entreprises possèdent des intérêts importants et où 1’245 anciens employés et leurs familles attendent de recevoir de l’argent” (*New York Times*). Un tribunal français “a remis à Dow France des documents gelant provisoirement les actions, d’une valeur de 99 millions d’euros (...), dans l’attente du procès.” Sur ce sujet, voir l’ouvrage de Susanna Rankin Bohme, qui recourt à de nombreux documents d’entreprise rendus publics pendant les procédures judiciaires, *Toxic Injustice: A Transnational History of Exposure and Struggle*. <https://www.365news.com/2019/09/sterilized-workers-seek-to-collect-damages-against-dow-chemical-in-france/>

L’organe gouvernemental britannique chargé de surveiller les opérations économiques britanniques à l’étranger a accepté comme “recevable une plainte historique contre Bonsucro, le certificateur chargé de vérifier la durabilité de l’industrie sucrière.” Le plaignant est l’*Inclusive Development International*, qui représente plus de 700 familles cambodgiennes déplacées, “lesquelles affirment que l’association sucrière a violé les directives de l’OCDE pour les entreprises multinationales en échouant à faire demander des comptes à l’une de ses sociétés membres, la Mitr Phol, rendue responsable d’avoir volé les terres des familles cambodgiennes et d’avoir laissé celles-ci sans domicile et ruinées.” Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG* 2019-03. <https://www.inclusivedevelopment.net/uk-government-body-accepts-occd-complaint-against-sugar-sustainability-body/>

“Les géants chinois de la technologie que sont Tencent et Alibaba refusent de coopérer avec un programme soutenu financièrement par des prêts du gouvernement, en refusant l’accès à leurs gisements de données sur les emprunts de leurs clients” (*Financial Times*). Pour le contexte du programme de crédit gouvernemental, voir *Nouvelles HRW* 2017-10. [https://www.business-humanrights.org/en/china-alibaba-and-tencent-refuse-to-share-loans-data-with-government-backed-credit-scoring-company?mc\\_cid=8048bffd3f&mc\\_eid=f1f6556540](https://www.business-humanrights.org/en/china-alibaba-and-tencent-refuse-to-share-loans-data-with-government-backed-credit-scoring-company?mc_cid=8048bffd3f&mc_eid=f1f6556540)

Les SLAPPS sont des procès stratégiques contre la participation publique, menés par une partie privée dans le but de réduire au silence ou d’intimider l’autre partie. Le *Centre de Ressources sur les Entreprises et les Droits de l’Homme* a recensé “l’ouverture, entre 2015 et 2018, de 24 SLAPPs à l’initiative de 12 grandes compagnies pétrolières (...), compagnies minières, ainsi qu’une association industrielle.” Des 24 procès mentionnés dans le rapport du Centre, un seul a conduit à une accusation formelle de l’accusé ; dans neuf cas, les accusations ont été “abandonnées ou (...) rejetées dismissed” ; 14 procès se poursuivent. “Le motif du plaignant n’est pas nécessairement de gagner son procès mais plutôt d’exercer une pression sur les accusés et d’épuiser leurs ressources financières, afin qu’ils abandonnent leur critique ou leur opposition.” <https://www.business-humanrights.org/sites/default/files/Big%20Polluters%20and%20SLAPPs%20Briefing%20FINAL.pdf>

Le Centre européen pour les droits constitutionnels et humains, ainsi que d’autres organisations, ont porté des plaintes pénales contre plusieurs sociétés allemandes pour avoir “exporté le logiciel espion FinSpy en Turquie sans licence d’exportation.” Le Ministère public munichois a ouvert une enquête. “Le gouvernement turc aurait apparemment installé le logiciel espion sur une fausse version du site web *Adalet*, un média de l’opposition politique.” Une fois installé, “le logiciel FinSpy permet aux services du gouvernement d’accéder aux conversations téléphoniques et VoIP [Voice over Internet Protocol], aux systèmes de données, à des captures d’écran et à des photos.” <https://www.eccpr.eu/nc/en/press-release/german-prosecutor-opens-criminal-investigation-into-finfisher-for-selling-spyware-to-turkey-without-license/>

Global Witness a publié un rapport dont le titre dit déjà tout : “L’implication de l’agrobusiness et des Philippines’ Growers (Del Monte) dans les attaques violentes contre les groupes indigènes : les grands exportateurs d’ananas vers les États-Unis d’Amérique continuent leurs affaires à tout prix.” Les 70 notes détaillées, publiées en bas de page, renvoient à des documents de la police, des organisations de défense des droits humains, des archives de la Commission nationale sur les peuples indigènes, des entretiens et

des réponses communiquées par la Dole Food Company dans le cadre des enquêtes, etc. Voir aussi le rapport qui en a été tiré « *Defending the Philippines* ».

[https://www.globalwitness.org/documents/19780/Briefing\\_Agribusiness\\_Final\\_qBKYYSD.pdf](https://www.globalwitness.org/documents/19780/Briefing_Agribusiness_Final_qBKYYSD.pdf);

[https://www.globalwitness.org/documents/19791/Philippines\\_Press\\_Release\\_FINAL\\_24\\_Sept.pdf](https://www.globalwitness.org/documents/19791/Philippines_Press_Release_FINAL_24_Sept.pdf)

Un groupe d'historiens a demandé au tribunal fédéral états-unien de Cleveland, Ohio, lequel est chargé de superviser les quelques 2'000 procès collectifs en cours contre les fabricants de médicaments analgésiques dits 'opiacés' (dérivés de l'opium), distributeurs et pharmacies qui se déroulent au niveau des gouvernements des États américains, des autorités locales et tribales, d'ordonner que dans chaque accord, "tous les documents collectés soient conservés et rendus publics" (*STAT*).

[https://www.statnews.com/2019/09/12/historians-push-for-opioid-documents-](https://www.statnews.com/2019/09/12/historians-push-for-opioid-documents-archive/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=933d0621b8-MR_COPY_02&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-933d0621b8-149736437)

[archive/?utm\\_source=STAT+Newsletters&utm\\_campaign=933d0621b8-MR\\_COPY\\_02&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_8cab1d7961-933d0621b8-149736437](https://www.statnews.com/2019/09/12/historians-push-for-opioid-documents-archive/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=933d0621b8-MR_COPY_02&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-933d0621b8-149736437)

**Environnement.** L'IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change, organe des Nations Unies pour le changement climatique) a adopté [les conclusions d']un *Special Report on the Ocean and Cryosphere in a Changing Climate*. Entre autres avertissements effrayants, on peut y lire : "Des événements extrêmes, dûs au niveau de la mer, historiquement rares – une fois par siècle dans un passé récent – se produiront en 2050 fréquemment selon les prévisions - au moins une fois par année, et en plusieurs endroits (...) et cela dans tous les scénarios ; les régions tropicales seront particulièrement touchées (...). La fréquence croissante à laquelle s'élèvera le niveau de la mer peut avoir des effets graves dans plusieurs lieux en fonction de leur exposition." Archives, prenez garde ! Un résultat positif, en plus de la quantité utilisée de données scientifiques utilisée, est la prise en compte dans les méthodes d'évaluation "des connaissances des communautés indigènes et concernées." <https://www.ipcc.ch/srocc/home/>

L'Internal Displacement Monitoring Center, institué par le Conseil Norvégien sur les réfugiés, recourt à des algorithmes pour lire "par jour des milliers d'articles, des rapports des Nations Unies et de gouvernements" et procède à l'analyse "d'images satellite en haute résolution des destructions et dégâts causés à des habitations civiles." Le Centre a publié un rapport sur les six premiers mois de l'année 2019 et y fait la déclaration suivante : "10.8 millions de nouvelles personnes ont été déplacées dans le monde entre janvier et juin 2019 ; 7 millions de déplacements ont été causés par des catastrophes naturelles et 3.8 millions ont eu lieu suite à des conflits et à la violence." Ces chiffres sont "le résultat le plus élevé en milieu d'année jamais établi pour des déplacements de population en lien avec des catastrophes naturelles. Dans le cadre du changement climatique actuel, les déplacements de population massifs, provoqués par des événements météorologiques extrêmes, deviennent la norme."

[https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2019-mid-year-figures\\_for%20website%20upload.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2019-mid-year-figures_for%20website%20upload.pdf)

Une étude, basée sur des données fournies par l'observation satellite de la forêt amazonienne et par les stations météorologiques terrestres en Amazonie, a découvert que "la déforestation et la transition qui s'ensuit vers les terres de pâture ou de culture du soja, contribuent à doubler voire quadrupler les températures du sol et de l'air dans la région." (*Eurasia Review*).

<https://www.eurasiareview.com/12092019-satellite-study-of-amazon-rainforest-land-cover-gives-insight-into-2019->

[fires/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](https://www.eurasiareview.com/12092019-satellite-study-of-amazon-rainforest-land-cover-gives-insight-into-2019-fires/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29)

**Documents fonciers.** *Thomson Reuters Foundation* a publié deux histoires sur les avantages et les désavantages de la cartographie. Une coordination d'une douzaine d'ONGs a lancé le projet en ligne LandMark dont l'objectif est de cartographier toutes les terres indigènes du monde. Le projet a à présent cartographié 12% des terres dans le monde ; les partisans du projet arguent que la cartographie des terres indigènes "soutiendra / favorisera la sécurisation des droits légaux des indigènes sur leurs terres et permettra d'avertir les communautés face aux menaces potentielles de l'exploitation forestière et minière illégales." Cependant, les "nouvelles technologies utilisées pour cartographier des régions situées dans les pays en voie de développement pour obtenir des titres de propriété et des aides pourraient être détournées dans le but de marginaliser encore davantage des personnes vulnérables", par exemple en cartographiant des sites humains et des établissements informels, ce qui rendrait les communautés indigènes vulnérables et susceptibles d'être "harcélées, rackettées ou expulsées par les autorités."

<http://news.trust.org/item/20190913050746-mmski/> ; [http://www.thisisplace.org/i/?id=caa3a9fc-4c87-4345-b574-](http://www.thisisplace.org/i/?id=caa3a9fc-4c87-4345-b574-334d47569e7f&utm_source=Newsletter&utm_medium=Email&utm_campaign=Place)

[334d47569e7f&utm\\_source=Newsletter&utm\\_medium=Email&utm\\_campaign=Place](http://www.thisisplace.org/i/?id=caa3a9fc-4c87-4345-b574-334d47569e7f&utm_source=Newsletter&utm_medium=Email&utm_campaign=Place)

Dossiers médicaux. Le programme national guinéen de surveillance (monitoring) des malades ayant survécu au virus de l’Ebola s’est donné pour but de contacter et suivre tous les malades survivants et déclarés aptes à quitter les unités de traitement, entre le 8 décembre 2015 et le 30 septembre 2016, grâce au soutien financier de l’OMS, de l’ONG *International Medical Corps*, et de la Croix-Rouge Guinéenne. Selon le rapport publié dans *The Lancet*, “les noms et les contacts de tous les survivants éligibles ont été identifiés grâce à la base de données sur la maladie à virus Ebola (MVE), gérée par le Ministère de la santé et d’autres acteurs du projet. (...)” De l’information a été collectée pour 1’130 personnes, soit 89% des 1’270 survivants. Lorsque la personne était vivante, l’équipe de terrain “la suivait activement”. Quant aux personnes décédées, l’équipe “a procédé à leur autopsie verbale complète, c’est-à-dire qu’elle s’est entretenue avec les membres de sa famille proche, consignait une description de la maladie et des événements survenus et examinait en détail un checklist des symptômes. Les dossiers médicaux éventuels, partagés par les membres de la famille, sont consultés.” En comparaison avec “le taux de mortalité lié à l’âge au sein de la population guinéenne, établi grâce au troisième recensement général de la population”, les personnes qui ont survécu à Ebola “avaient un risque cinq fois plus grand de mourir, au 31 décembre 2015”, avec 59 décès dont 37 ont été “attribués” à un déficit rénal. Après ce délai, le taux de mortalité entre les survivants à la maladie du virus d’Ebola ne différait pas de celui du reste de la population. Seuls 4 des décès connus ont eu lieu dans un délai de 13 mois après avoir quitté l’unité de traitement, mais “les défis posés par la gestion des données en Guinée” n’a pas permis d’en apprendre davantage sur la cause de décès. La recherche a fourni “des preuves préalables que les survivants hospitalisés plus de 12 jours et atteints de la maladie à virus Ebola pouvaient présenter un risque particulièrement élevé de mortalité.” [https://www.thelancet.com/journals/laninf/article/PIIS1473-3099\(19\)30313-5/fulltext?utm\\_source=STAT+Newsletters&utm\\_campaign=bfae345055-MR\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_8cab1d7961-bfae345055-149736437](https://www.thelancet.com/journals/laninf/article/PIIS1473-3099(19)30313-5/fulltext?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=bfae345055-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-bfae345055-149736437)

STAT a publié un article qui pose la question suivante : “Les applications sur la santé mentale collectent vos données les plus sensibles. En profiterez-vous ?”, et cite une étude qui “révèle que 81% des 36 applications de santé mentale les mieux classées ont envoyé des données à Google et à Facebook, cela à des fins d’analyse ou de publicité” ; “la principale préoccupation au sujet de ces entreprises qui obtiennent ce type d’information est de savoir l’usage qu’elles en feront (...)”. On parle de ‘discrimination algorithmique’ — lorsqu’un groupe, tel que des personnes dans un certain état de santé, sont exclues par un système automatisé des offres de domicile, d’emploi ou d’assurance.” [https://www.statnews.com/2019/09/20/mental-health-apps-capture-sensitive-data/?utm\\_source=STAT+Newsletters&utm\\_campaign=5a86ad923f-MR\\_COPY\\_10&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_8cab1d7961-5a86ad923f-149736437](https://www.statnews.com/2019/09/20/mental-health-apps-capture-sensitive-data/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=5a86ad923f-MR_COPY_10&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-5a86ad923f-149736437)

Les images et données médicales numériques sur la santé, obtenues par rayons X, scanner, IRM ou tomographie assistée par ordinateur, de plus de cinq millions de patients aux États-Unis “et de millions de patients supplémentaires dans le monde entier” sont conservés sur 187 serveurs “dépourvus de toute protection par mot de passe et autres mesures de sécurité basiques”, selon un rapport de *ProPublica*. [https://www.propublica.org/article/millions-of-americans-medical-images-and-data-are-available-on-the-internet?utm\\_source=STAT+Newsletters&utm\\_campaign=0432e701da-MR\\_COPY\\_02&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_8cab1d7961-0432e701da-149736437](https://www.propublica.org/article/millions-of-americans-medical-images-and-data-are-available-on-the-internet?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=0432e701da-MR_COPY_02&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-0432e701da-149736437)

La Bibliothèque nationale états-unienne de médecine a transféré les séquences d’ADN qu’elle archivait (SRA) dans un stockage dématérialisé (nuage informatique) pour permettre des analyses à grande échelle sur plus de données disponibles. “Les données SRA incluent des génomes de virus, de bactéries et d’organismes non humains plus évolués, ainsi que des données exprimant les gènes, des métagénomes, mais aussi une petite quantité de génome humain dont la publication a été autorisée (et issue du projet 1000 génomes).” <https://nlmdirect.nlm.nih.gov/2019/09/24/biomedical-discovery-through-sra-and-the-cloud/>

Les récits de crimes longtemps restés non résolus et enfin résolus grâce aux banques de données ADN et généalogiques ont connu une large publicité. Un professeur d’économie états-unien a utilisé des données historiques sur les crimes dans sept États américains, entre 1994 et 2005, et a découvert que “les agresseurs violents, qui ont donné un échantillon ADN, montraient 17% de moins de probabilité de récidiver dans les cinq premières années suivant leur libération que les criminels n’ayant pas partagé leur ADN. De même, les personnes ayant causé un dommage à la propriété sont, dans une proportion de 6%, moins susceptibles de recommencer.” Une seconde étude, basée sur des documents judiciaires, toujours au

Danemark, a montré que “les personnes dont l’ADN avait été prélevé présentaient 43% de moins de risques de récidive la première année” (*Undark*). En d’autres mots, le simple fait de prélever et de conserver un échantillon d’ADN, aurait un effet dissuasif contre la récidive dans certains cas. <https://undark.org/article/dna-database-deter-crime/>

**Protection de la vie privée.** Le réseau internet de reconnaissance numérique DRN est un “système de surveillance privé, dont le financement participatif est assuré par des centaines de personnes (...) qui ont installé des caméras numérisant, capturant, téléchargeant passivement les plaques d’immatriculation des véhicules.” Les sociétés qui récupèrent les véhicules vendus lors de retard de l’acheteur dans ses paiements, sont en possession à présent d’une base de données contenant 9 milliards de photographies de plaques automobiles. *Motherboard* a testé la banque de données et a découvert que les photographies d’une voiture pouvaient être retracées grâce à “des dizaines de prises de vue, à plusieurs années d’intervalle” et que chaque vue “était balisée avec l’indication du moment et les coordonnées GPS de la voiture.” Un tutoriel vidéo pour le système montre que si la plaque a été numérisée lors d’un parcage du véhicule en soirée, les utilisateurs peuvent en déduire que son propriétaire se trouve chez lui, ce qui permet une identification rapide. [https://www.vice.com/en\\_us/article/nc879z/i-tracked-someone-with-license-plate-readers-drm](https://www.vice.com/en_us/article/nc879z/i-tracked-someone-with-license-plate-readers-drm)

**Esclavage.** Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les formes contemporaines d’esclavage a déclaré que plus de 40 millions de personnes sont réduites en esclavage dans le monde et que 10 millions d’entre elles sont des enfants. “Selon les estimations globales de l’OIT, 24.9 millions de personnes se trouvent dans des situations de travail forcé dans le monde entier, et 15.4 millions ont contracté un mariage forcé.” [https://news.un.org/en/story/2019/09/1045972?utm\\_source=PassBlue+List&utm\\_campaign=e674029f33-PassBlue Fordham Nov18&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_4795f55662-e674029f33-55008469](https://news.un.org/en/story/2019/09/1045972?utm_source=PassBlue+List&utm_campaign=e674029f33-PassBlue%20Fordham%20Nov18&utm_medium=email&utm_term=0_4795f55662-e674029f33-55008469)

*Thomson Reuters Foundation* a informé sur l’esclavage et le trafic d’êtres humains en Asie du Sud :

\*Le gouvernement du Bangladesh a nommé un ancien juge pour “évaluer comment venir à bout d’un retard considérable dans la résolution d’affaires de trafic humain.” Selon les dossiers de la police, plus de 4’000 affaires, entre 2012 et aujourd’hui, sont en attente d’un jugement. <http://news.trust.org/item/20190916152521-y1bmp/>

\* En Inde, le groupe de lute contre l’esclavage *Tafteesh* a analysé les rapports journaliers de la police, les affaires jugées dans les tribunaux, les plaintes déposées auprès de la police des victimes survivantes, dans le Bengale de l’ouest et l’Andhra Pradesh, après leur libération et leur retour chez elles. *Tafteesh* a découvert que seules 3 personnes ont été jugées coupables de trafic d’êtres humains, sur 198 affaires jugées ; 429 personnes ont été accusées d’être impliquées, dans les États indiens du Bengale de l’ouest et de l’Andhra Pradesh, entre 2008 et 2018. <http://news.trust.org/item/20190903111133-4vy8h/>

\*La Malaisie, patrie des 212’000 personnes [estimation], parmi les 40 millions piégées par l’esclavage dans le monde entier (d’après le *Global Slavery Index* du groupe de défense des droits humains *Walk Free Foundation*), n’a à son actif que 140 condamnations pour esclavage, entre 2014 et 2018 “bien qu’ayant ouvert plus de 1’600 enquêtes et identifié près de 3’000 victimes”, selon l’information donnée par les *TIP Reports*, rapports gouvernementaux américains sur le trafic d’êtres humains. Pour accélérer la marche de la justice, la Malaisie a créé un tribunal spécial en mars 2018, mais “les chiffres officiels (...) du service d’enregistrement du tribunal ont montré que 26 affaires de trafic d’êtres humains seulement ont été clôturées dans les quinze premiers mois d’activité du tribunal. 8 des 26 affaires ont abouti à des condamnations.” <http://news.trust.org/item/20190903233726-1aku9/>

**Technologie.** Le *New York Times* a enquêté sur la présence de contenus de pornographie infantile sur Internet, et a révélé ce faisant “un problème à une échelle globale (...) qui s’est multiplié à un taux alarmant (...) par le recours aux caméras des smartphones, aux médias sociaux et au stockage dans le cloud.” Un fait dérangeant : “Les sociétés actives dans le secteur technologique ont communiqué un chiffre record en 2018 de 45 millions de photos et vidéos mises en ligne et représentant des abus sexuels.” Pour établir son rapport, le *Times* “a analysé plus de 10’000 pages de documents policiers et judiciaires ; a fait des tests avec des logiciels pour déterminer la disponibilité des images dans les moteurs de recherche ; accompagné des détectives sur le terrain ; conduit des entretiens avec des enquêteurs, des juristes, des cadres techniques et des fonctionnaires gouvernementaux.”

[https://www.nytimes.com/interactive/2019/09/28/us/child-sex-abuse.html?rref=collection%2Fbyline%2Fmichael-h.-keller&action=click&contentCollection=undefined&region=stream&module=stream\\_unit&version=latest&contentPlacement=3&pgtype=collection](https://www.nytimes.com/interactive/2019/09/28/us/child-sex-abuse.html?rref=collection%2Fbyline%2Fmichael-h.-keller&action=click&contentCollection=undefined&region=stream&module=stream_unit&version=latest&contentPlacement=3&pgtype=collection)

Facebook a annoncé “élargir sa définition d’une organisation terroriste” et “recourir à l’intelligence artificielle pour mieux localiser et bloquer les vidéos de meurtres filmés en direct” (*New York Times* reported. [www.nytimes.com/2019/09/17/technology/facebook-hate-speech-extremism.html](http://www.nytimes.com/2019/09/17/technology/facebook-hate-speech-extremism.html)) Facebook a depuis “bloqué des dizaines de milliers d’applications à cause de diverses violations, dont le partage inapproprié de données privées” (*ars technica*). <https://arstechnica.com/information-technology/2019/09/facebook-suspends-tens-of-thousands-of-apps-in-ongoing-privacy-investigation/>

Un juge fédéral a autorisé la poursuite d’un procès afin de “permettre aux plaignants d’essayer d’obliger Facebook à rendre des comptes (...) pour avoir laissé des développeurs d’applications et des partenaires d’affaires collecter les données personnelles des plaignants sans leur consentement” (*Reuters*). L’agence cite le juge : “La demande de rejet du chef d’accusation présentée par Facebook est truffée de présomptions sur le degré de protection auquel les utilisateurs des médias sociaux peuvent raisonnablement s’attendre dans la gestion de leurs données et communications personnelles. L’interprétation de Facebook est fausse.” <https://www.reuters.com/article/us-facebook-lawsuit-privacy-idUSKCN1VU2G2>

Après qu’un sous-traitant ait permis que des extraits d’enregistrements de l’assistant vocal fuitent en faveur de médias belges, Google “a arrêté provisoirement l’analyse humaine des enregistrements au niveau international” et a mis en place “des options supplémentaires permettant le contrôle des données des utilisateurs” avant de lever l’interdiction (*WIRED*). Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG News* 2019-08. [https://www.wired.com/story/google-assistant-human-transcription-privacy/?bxiid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&endid=53684912&esrc=sign-up-page&source=EDT\\_WIR\\_NEWSLETTER\\_0\\_DAILY\\_ZZ&utm\\_brand=wired&utm\\_campaign=aud-dev&utm\\_mailing=WIR\\_Daily\\_092319&utm\\_medium=email&utm\\_source=nl&utm\\_term=list1\\_p2](https://www.wired.com/story/google-assistant-human-transcription-privacy/?bxiid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&endid=53684912&esrc=sign-up-page&source=EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_mailing=WIR_Daily_092319&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=list1_p2)

Seconde Guerre mondiale. Selon l’agence de presse *TASS*, “la Russie restituera à l’Autriche plus de 22 fonds d’archives transférés en Union soviétique dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale, en vertu d’une décision du gouvernement russe, publiée sur son site web officiel.” *TASS* a estimé que près de 2’400 documents seront rendus ; “un complément ajouté à la décision précise que les documents d’archives proviennent de différentes organisations juives de l’Autriche d’avant-guerre.” <https://tass.com/society/1080468>

Miki Dezaki est un cinéaste états-unien auteur de films documentaire et le producteur de “Shusenjo: The Main Battleground of the Comfort Women Issue”, un documentaire qui a été diffusé commercialement au Japon et en Corée du Sud. Miki Dezaki et le distributeur du film sont poursuivis en justice par cinq conservateurs japonais, interviewés par Dezaki pour le film. La plainte accuse Dezaki de diffamation et de “rupture de contrat, déclarant que les parties plaignantes avaient accepté l’entretien uniquement dans le cadre des recherches de Dezaki pour sa thèse universitaire, et non dans le cadre d’un projet de film commercial ; (...) ils réclament un dédommagement financier et la suspension de toute diffusion publique” (*New York Times*). Les partisans du film déclarent que l’accusation “est un exemple de la façon dont les nationalistes cherchent à réduire au silence ceux qui s’opposent à eux, tout en utilisant en même temps toutes les opportunités pour répandre leurs opinions qui vont même à l’encontre de l’excuse officielle présentée par le gouvernement japonais en 1993 aux victimes, les “femmes de confort.” [www.nytimes.com/2019/09/18/world/asia/comfort-women-documentary-japan.html](http://www.nytimes.com/2019/09/18/world/asia/comfort-women-documentary-japan.html)

*The Dutch Railroad in Wartime, 1939-1945*, un ouvrage récemment paru, tente “d’offrir un compte-rendu général des transports ferroviaires et de leur impact (*New York Times*). Les auteurs de ce livre ont découvert que “112 trains néerlandais ont quitté les Pays-Bas, entre juin 1942 et août 1944, pour rejoindre neuf camps tenus par les nazis en Allemagne, en Autriche, en Pologne” et que chaque train, au départ du camp de transit principal, transportait environ mille personnes. La compagnie ferroviaire néerlandaise “factura aux Allemands une somme équivalente à 3 millions d’euros, indexée à l’inflation, pour l’exploitation des trains.” Néanmoins, “il se peut que les Allemands ne s’acquittèrent pas de la totalité du montant (près de 3.28 millions de dollars états-unis), mais aucune certitude n’a pu être établie car les archives ont été perdues.” <https://www.arenablock.com/block/5127867>

## Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Algérie - France. Le Président français, Emmanuel Macron, a publié un arrêté autorisant l'ouverture des archives publiques concernant la disparition de Maurice Audin, un militant algérien arrêté et tué en 1957 en Algérie (*Le Figaro*). <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/ouverture-des-archives-francaises-concernant-la-disparition-de-maurice-audin-20190910> À l'occasion de la conférence sur les personnes disparues lors de la guerre d'Algérie, le représentant du Service interministériel des Archives de France a annoncé que le Premier ministre français allait donner des instructions aux "administrations, y compris à la Défense" pour déclassifier et ouvrir toutes les archives sur la guerre d'Algérie. Nos remerciements à Perrine Canavaggio pour cette information. <https://www.ldh-france.org/les-disparus-de-la-guerre-dalgerie-du-fait-des-forces-de-lordre-francaises-verite-et-justice/> ; <https://www.observalgerie.com/international/france/france-declassifier-archives-secretes-guerre-dalgerie/>

Burundi / Tanzanie. La Commission d'enquête des Nations Unies sur le Burundi a publié un rapport basé sur "plus de 300 entretiens avec les victimes, les témoins et d'autres sources d'information vivant au Burundi ou dans un pays tiers. Les entretiens ont eu lieu en face-à-face ou à distance et ont permis de compléter les plus de mille autres témoignages collectés." Selon le rapport de la Commission, "de sérieuses violations des droits humains ont continué à être commises au Burundi depuis mai 2018, dans un climat général d'impunité. Certaines de ces violations ont la qualité pour être qualifiées de crimes relevant du droit international." Les Nations Unies ont prolongé le mandat de la Commission pour une année encore. Malgré la violence régnante, le gouvernement tanzanien a l'intention de contraindre les Burundais réfugiés en Tanzanie à regagner le Burundi, dans le cadre d'un accord bilatéral confidentiel qu'Amnesty International a pu consulter. L'accord porte la signature du ministre tanzanien des affaires intérieures et du ministre burundais de l'intérieur et est daté du 24 août 2019. Les retours commenceraient "dans la seconde semaine de septembre et seraient terminés au 31 décembre 2019 et seront mis en œuvre avec ou sans le consentement des personnes réfugiées." L'expulsion des personnes habilitées à recevoir le statut de réfugiés est appelée refoulement, et le principe de non refoulement, établi dans la Convention des Nations Unies de 1954 sur le statut des réfugiés, est la pierre angulaire du droit d'asile et du droit international sur les réfugiés – droits qui seraient alors violés par cet accord bilatéral.

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/09/tanzania-confidential-document-shows-forced-repatriation-of-burundi-refugees-imminent/> ; <https://ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/CoIBurundi/Pages/CoIBurundi.aspx>

Cameroun / Allemagne. L'Allemagne a remis au Cameroun un disque dur contenant près de 10'000 documents numérisés datant de la période coloniale allemande du Cameroun, de 1884 à 1916 (*CRTV*). <http://www.crtv.cm/2019/09/archives-nationales-le-cameroun-sous-protectorat-allemand-numerise/>

Chili / États-Unis d'Amérique. L'ONG états-unienne *National Security Archive* a obtenu l'accès, en invoquant le Freedom of Information Act, à un memorandum partiellement déclassifié – qu'elle a publié - sur les tentatives états-uniennes de rendre le général Pinochet responsable de l'assassinat de l'ancien ambassadeur chilien, Orlando Letelier, et de son collègue, Ronni Moffett, le 21 septembre 1976, à Washington D.C. <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/chile/2019-09-20/letelier-moffitt-assassination-state-department-officials-pushed-pinochets-ouster>

Finlande / Russie. Sandarmokh, un site au nord de Saint-Petersbourg (Carélie, Russie), a été identifié depuis 1997 comme un charnier datant des purges stalinienne de masse de 1937-1939 : y ont été retrouvés les restes des prisonniers exécutés par la police de Staline. "Les noms de 6'241 personnes parmi celles mortes ici ont été retrouvés dans les archives [russes] dans les années 1990" (*Washington Post*). Deux spécialistes russes, soutenus par la Société d'Histoire militaire de Russie, affirment à present que le site abrite également les dépouilles "des centaines de prisonniers de guerre soviétiques" exécutés par les troupes finlandaises, entre 1941 et 1944. Un historien finlandais a déclaré "n'avoir connaissance d'aucune source trouvée dans les archives finlandaises (...) qui puisse laisser penser que les troupes finlandaises d'occupation connaissaient l'existence de cet immense cimetière." <https://www.stripes.com/this-russian-forest-symbolized-stalin-s-brutality-now-some-contend-the-finns-should-share-the-blame-1.599043>

Gambie / États-Unis d'Amérique. La Commission de la vérité de Gambie s'est rendue dans quatre villes états-uniennes pour y recueillir des témoignages (*Al Jazeera*). <https://www.aljazeera.com/news/2019/09/gambian-americans-search-answers-reparations-jammeh-190906215135924.html>

Japon / Corée du Nord. Le *Washington Post* a publié un article sur les citoyens japonais enlevés par la Corée du Nord de 1977 à 1983. Cinq des personnes enlevées sont retournées au Japon en 2002. “Tokyo oppose un démenti à la déclaration de la Corée du Nord que 8 autres personnes enlevées seraient mortes et que 4 personnes ne seraient jamais entrées en Corée. La preuve principale avancée par Pyongyang — 8 certificats de décès, établis en même temps, dans le même hôpital, avec des tampons identiques — était clairement un faux, comme la Corée du Nord l’a admis plus tard.” En 2004, les restes humains présentés comme appartenant à une femme enlevée a été remise au Japon, mais d’après ce dernier, “un test ADN a prouvé que ces restes n’appartenaient pas à la victime, tandis que les documents médicaux fournis par la Corée du Nord étaient truffés de falsifications et d’erreurs évidentes.”

[https://www.washingtonpost.com/world/asia\\_pacific/kidnapped-by-north-korea-in-1978-this-japanese-man-is-now-telling-his-tale/2019/09/10/dbcd3dbe-d2c9-11e9-8924-1db7dac797fb\\_story.html?wpisrc=nl\\_rainbow&wpm=1](https://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/kidnapped-by-north-korea-in-1978-this-japanese-man-is-now-telling-his-tale/2019/09/10/dbcd3dbe-d2c9-11e9-8924-1db7dac797fb_story.html?wpisrc=nl_rainbow&wpm=1)

Conflit du Moyen-Orient. La Commission internationale indépendante d’enquête sur la République arabe syrienne a fait son rapport au Conseil des droits de l’homme. Après avoir mené 291 entretiens, examiné des images satellite, des photographies, des vidéos et des dossiers médicaux, les commissaires ont affirmé que “les populations civiles, dans toute la Syrie, continuent d’être les victimes des hostilités actuelles (...). L’accès aux documents d’état-civil et aux enregistrements des naissances reste difficile (...). (...) Le manque de cette documentation représentera un défi pour un retour durable des populations déplacées à l’intérieur du pays et pour les réfugiés. (...) les images satellite montrent que des dizaines de milliers d’hectares de production vivrière et de terres cultivables ont été incendiés dans la zone démilitarisée” ; l’absence d’attestation officielle des décès a pour conséquence que les femmes sont “incapables de prendre des mesures pour l’avenir en ce qui concerne les aspects légaux d’un décès” (héritages, droits de garde, liberté de mouvement etc.)

[https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/ColSyria/A\\_HRC\\_42\\_51.docx](https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/ColSyria/A_HRC_42_51.docx)

Les Nations Unies ont déclaré que 51 établissements de soins médicaux (hôpitaux, stations pour ambulances, cliniques) ont été endommagés en Syrie suite à des attaques depuis le début de l’offensive d’Idlib [Idleb, près d’Alep], fin avril 2019 (*The New Humanitarian*). La SAMS (Société médicale américano-syrienne) a communiqué sur la base de ses propres sources que “14 sites médicaux au moins ont été frappés à la fin de juillet 2019, alors qu’ils avaient partagés leurs coordonnées (...) avec les Nations Unies afin d’être enregistrés sur une liste des lieux à ne pas frapper, liste partagée par les Nations Unies avec la Russie, la Turquie et les États-Unis.” L’ONG *Armed Conflict and Location & Event Data Project*, qui surveille et cartographie le conflit, a enregistré “69 incidents frappant les travailleurs de la santé et les patients au nord-ouest de la Syrie, principalement sous forme de bombardements aériens, tirs de mortiers des forces gouvernementales syriennes et des forces alliées russes”, entre le 27 avril et le 15 septembre 2019. Les Nations Unies ont annoncé “l’ouverture d’une enquête sur les attaques menées contre des hôpitaux et d’autres lieux occupés par des civils.”

[https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2019/09/30/UN-healthcare-sites-hit-Syria-Idlib-offensive?utm\\_source=twitter&utm\\_medium=social&utm\\_campaign=social](https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2019/09/30/UN-healthcare-sites-hit-Syria-Idlib-offensive?utm_source=twitter&utm_medium=social&utm_campaign=social)

Le Réseau syrien des droits de l’homme (SNHR Syrian Network for Human Rights), a publié un rapport intitulé “Satellite images obtained by SNHR [that] prove the extent of massive destruction inflicted on Khan Sheikhoun City” (« images satellite prouvant la destruction massive de la ville de Khan Cheikhoun ») L’ONG syrienne “a analysé les images satellite et les a comparées avec des photographies et des vidéos montrant les bâtiments de la ville pendant les mois précédant le bombardement”, ainsi qu’avec les comptes-rendus et les récits de survivants, d’activistes locaux etc., témoins des bombardements de juillet 2019 et de leurs effets là où ils ont été observés. SNHR conserve “des copies de toutes les vidéos, photographies, comptes-rendus cités dans le rapport, copies stockées dans une base de données confidentielle. Des copies de sauvegarde ont été stockées sur des disques durs [externes].”

[http://sn4hr.org/wp-content/pdf/english/Satellite\\_Images\\_Obtained\\_by\\_SNHR\\_Prove\\_the\\_Extent\\_of\\_Massive\\_Destruction\\_Inflicted\\_on\\_Khan\\_Sheikhoun\\_City\\_en.pdf](http://sn4hr.org/wp-content/pdf/english/Satellite_Images_Obtained_by_SNHR_Prove_the_Extent_of_Massive_Destruction_Inflicted_on_Khan_Sheikhoun_City_en.pdf)

Le *New York Times* a expliqué comment il se documente et vérifie les données sur les décès de civils et de militaires en Afghanistan. <https://www.nytimes.com/2019/09/10/reader-center/afghanistan-casualty-report.html>

L’ONG états-unienne *National Security Archive*, fondée en 1985 par des journalistes et des chercheurs pour contrer la restriction croissante, par le gouvernement américain, de l’accès à l’information, a publié

un article sur les activités de deux hommes, membres , grâce aux documents obtenus après un procès mené en vertu du Freedom of Information Act, au sujet des activités de deux hommes, sous-traitants de la CIA (Central Intelligence Agency) chargés de “développer et conduire le programme de torture de l’agence.” Les sources “alternent entre horreur et banalité” dans le récit des 25 jours d’interrogatoire du pakistanais Khalid Sheikh Mohammed, détenu dans la prison américaine de Guantanamo Bay à Cuba sous le chef d’accusation d’avoir préparé les attaques terroristes du 11 septembre 2001, responsables de la mort d’environ 3’000 personnes. <https://unredacted.com/2019/09/12/declassified-cia-cables-recount-a-poignant-moment-with-ksm-legal-groups-commitment-to-lawfully-employ-methods-even-the-israelis-may-not-frinformsum-9-12-2019/>

Le groupe SITE, une ONG de contre-terrorisme basée aux États-Unis, spécialisée dans la traque et l’analyse des activités en ligne de la communauté extrémiste mondiale, a communiqué que le chef d’Al-Qaïda, Ayman al-Zawahiri, “appelait dans une vidéo les musulmans à attaquer des cibles états-uniennes, européennes, israéliennes et russes” (*Al Jazeera*). <https://www.aljazeera.com/news/2019/09/al-qaeda-leader-urges-attacks-west-911-anniversary-190911170040478.html>

La *National Public Radio* états-unienne a relaté comment les États-Unis d’Amérique ont piraté les systèmes informatiques de l’État Islamique en 2016. <https://www.npr.org/2019/09/26/763545811/how-the-u-s-hacked-isis>

Nouvelle-Zélande / Rwanda. La Nouvelle-Zélande a remis au Rwanda “une copie des archives diplomatiques néo-zélandaises sur le Rwanda” couvrant la période de 1993-1994, lorsqu’elle exerçait la présidence du Conseil de sécurité des Nations Unies, au moment même où éclatait le génocide rwandais (*The New Times*). <https://www.newtimes.co.rw/news/genocide-nz-diplomatic-archives>

### **Nouvelles nationales.**

Allemagne. Le Parlement a décidé le transfert des archives de la Stasi aux Archives fédérales allemandes (*BBC News*). <https://www.bbc.com/news/world-europe-49847900>

Australie. Une équipe représentant 16 organisations et fondée par le Research Council d’Australie, a inauguré un site web pour soutenir “l’aide au retour des dépouilles des ancêtres indigènes conservées dans d’autres pays, afin de les restituer aux communautés indigènes australiennes.” On y trouve des liens vers des documents et des archives privées dans le monde entier, qui identifient des sites et institutions où la présence de dépouilles d’ancêtres indigènes est avérée. <https://returnreconcilerenew.info/about-the-project.html>  
<https://returnreconcilerenew.info/where-were-remains-sent-to-and-who-was-involved.html>

Brésil. Les résultats de 170 entretiens et schémas collationés ont été publiés dans un rapport par la commission non gouvernementale *Pastoral Land Commission* et cités par le bureau du procureur général. L’ONG *Human Rights Watch (HRW)* a affirmé que plus de 300 personnes ont été tuées dans la dernière décennie lors de conflits sur l’utilisation de la terre et des ressources en Amazonie. *Human Rights Watch* a documenté 28 meurtres et 4 tentatives de meurtre, 40 cas de menaces de mort, chaque affaire offrant des éléments crédibles indiquant que leurs auteurs étaient également actifs dans la déforestation illégale, considéraient leurs victimes comme un obstacle dans la poursuite de leurs activités criminelles etc. La plupart des cas se sont déroulés dans les 5 dernières années.” Seuls 14 des affaires de meurtre ont été jugées dans ces dix dernières années. <https://www.hrw.org/news/2019/09/17/brazil-criminal-networks-target-rainforest-defenders>

Canada. Le National Centre for Truth and Reconciliation “a rendu publics les noms des 2’800 enfants décédés dans des écoles résidentielles” (*The Canadian Press*). Le directeur du Centre a déclaré que ces noms et ces morts rendus publics sont ceux que les chercheurs ont été capables de confirmer. “1’600 autres enfants encore sont morts dans ces écoles mais restent anonymes” et “plusieurs centaines” de décès sont non documentés, a ajouté le directeur, qui ajoute encore que “certaines écoles ont tenu des listes complètes des élèves décédés, d’autres instituts n’ont rien enregistré.” <https://www.ctvnews.ca/canada/names-of-children-who-died-in-residential-schools-released-in-sombre-ceremony-1.4616414>

Le Centre des écoles résidentielles de Shingwauk a numérisé dix volumes de lettres écrites entre 1876 et 1904, depuis Shingwauk et Wawanosh. Les lettres ont été publiées sur le site web des archives de l’Université d’Algoma (*CTV News*). Un ancien élève de l’école de Shingwauk a déclaré: “La réconciliation ne sera possible que si cette vérité est rendue publique. La vérité doit être dite et elle doit

être reconnue, c'est pourquoi il faut conserver et mettre à disposition de la population canadienne chaque document que nous pouvons obtenir." <https://northmontario.ctvnews.ca/new-digital-access-to-archived-residential-school-records-1.4607779>

Colombie. "11 ex-rebelles ont remis à la Special Peace Jurisdiction trois dossiers, lesquelles constituent le premier témoignage collectif précisant la responsabilité de l'armée de guérilla dans les enlèvements de politiciens, de soldats et de civils" pendant la guerre civile en Colombie, d'après AP. Les documents ne livrent pas de détails sur les cas individuels. Le bureau de l'inspecteur général a déclaré que 522 personnes restaient disparues.

<https://www.batimes.com.ar/news/latin-america/colombia-ex-rebels-testify-on-kidnappings-at-special-peace-tribunal.phtml>

États-Unis d'Amérique. Une douzaine d'activistes et d'académiciens ont constitué le *Planning Committee for Reparations*. William Darity, professeur d'économie, dirige le groupe et lutte pour que des réparations soient accordées "aux personnes qui auront pu apporter la preuve que l'un-e de leurs ascendant-e-s était esclave aux États-Unis et qui sont elles-mêmes déclarées 'noires' dans les documents officiels depuis 10 ans au moins » ; William Darity estime que le nombre de bénéficiaires pourrait s'accroître grâce au recours aux banques de données généalogiques en ligne." (*Washington Post*). [https://www.washingtonpost.com/national/which-americans-should-get-reparations/2019/09/18/271cf744-cab1-11e9-a4f3-c081a126de70\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/national/which-americans-should-get-reparations/2019/09/18/271cf744-cab1-11e9-a4f3-c081a126de70_story.html)

En 1890, un anthropologue a enregistré trois représentants de la tribu amérindienne des Passamaquoddy (Echemins) en train de chanter, de narrer des histoires et de réciter nombres et jours. Les enregistrements ont été retrouvés à la Librairie du Congrès (*National Public Radio*). La Librairie du Congrès, en partenariat avec la tribu concernée, a établi une copie numérique du support original, un cylindre de cire, des enregistrements. La tribu des Passamaquoddy est en train de transcrire les paroles, les "clés pour transmettre cette langue", a déclaré un des transcripteurs. <https://www.npr.org/2019/09/03/748604202/historic-recordings-revitalize-language-for-passamaquoddy-tribal-members>

Les administrations charges des véhicules à moteur vendent, dans tout le pays, les données personnelles des conducteurs "à des milliers d'entreprises, dont des enquêteurs privés qui espionnent les gens pour faire du profit" (*Motherboard*) et cela est légal. L'État de Virginie, par exemple, "a vendu des données à 109 sociétés d'enquêteurs privées", a découvert un journaliste, sur la base de la table obtenue. [https://www.vice.com/en\\_us/article/43kxzq/dmvs-selling-data-private-investigators-making-millions-of-dollars](https://www.vice.com/en_us/article/43kxzq/dmvs-selling-data-private-investigators-making-millions-of-dollars)

Une étude de l'Université du Nouveau-Mexique a révélé que, depuis l'entrée en vigueur en 2009 du *Health Information Technology and Economic and Clinical Health Act*, "le temps consacré à la tenue du dossier médical a, selon l'estimation des médecins, globalement doublé. Une enquête menée auprès de 282 clinicien-ne-s a indiqué qu'environ 13% des cas de niveaux de stress et d'épuisement professionnel rapportés sont directement liés à la documentation électronique ; 40% des cas y sont indirectement liés. En plus de documenter l'histoire médicale des patients, l'enregistrement médical numérique est devenu le lieu où documenter les erreurs de pratique potentielles des médecins, et où collecter des informations supplémentaires en vue d'assurer la qualité et de faciliter les processus de facturation". De manière croissante, le dossier médical électronique devient aussi une partie des processus de supervision de la politique gouvernementale."

<http://hscnews.unm.edu/news/university-of-new-mexico-studies-physician-burnout-related-to-electronic-records>

En 2012, le comté de Washington, dans l'État de l'Orégon, a développé un nouvel outil pour collecter des informations supplémentaires sur les suicides. En analysant les données, les enquêteurs ont découvert qu'un nombre surprenant de suicides ont lieu dans des hôtels ou motels, après une récente expulsion de leur logis des personnes concernées, lesquelles avaient consulté un-e agent-e médicale, et confié leurs animaux domestiques à un refuge pour animaux. Le comté de Washington a commencé une action de formation destinée aux employé-e-s de ces différents lieux, pour les entraîner à reconnaître les signes annonciateurs d'un suicide et à appeler alors une ligne téléphonique d'urgence. Entre 2012 et 2018, le taux de suicides dans le comté a baissé de 40%, alors même que le taux de suicide au niveau national augmentait.

[https://khn.org/news/want-to-reduce-suicides-follow-the-data-to-medical-offices-motels-and-even-animal-shelters/?utm\\_source=STAT+Newsletters&utm\\_campaign=2c69544bbd-MR\\_COPY\\_10&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_8cab1d7961-2c69544bbd-149736437](https://khn.org/news/want-to-reduce-suicides-follow-the-data-to-medical-offices-motels-and-even-animal-shelters/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=2c69544bbd-MR_COPY_10&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-2c69544bbd-149736437)

Le procureur général de l'État du Missouri a publié un rapport sur les abus sexuels commis au sein de l'Église catholique, basé sur l'analyse de plus de 2'000 dossiers de prêtres et 300 dossiers de diacres, séminaristes et religieux/religieuses qui travaillèrent au Missouri depuis 1945. "Environ 8% ont été accusés, les plaintes remontant jusqu'à la Seconde Guerre mondiale" (*Eurasia Review*). La plupart des accusations concernent des personnes décédées entretemps mais le procureur général poursuit 12 cas. À Buffalo, dans l'État de New York, le *New York Times* a rapporté que l'évêque catholique "gardait un dossier secret dans un cabinet, où se trouverait une liste de prêtres catholiques accusés d'avoir commis des abus sexuels." [https://www.eurasiareview.com/17092019-missouri-ag-report-on-catholic-church-issued-oped/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29;www.nytimes.com/2019/09/18/nyregion/bishop-malone-buffalo.html](https://www.eurasiareview.com/17092019-missouri-ag-report-on-catholic-church-issued-oped/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29;www.nytimes.com/2019/09/18/nyregion/bishop-malone-buffalo.html)

États-Unis d'Amérique / Maryland. La *Lynching Truth & Reconciliation Commission* du Maryland a tenu sa première réunion de lancement. La Commission est "autorisée à enquêter sur au moins 40 lynchages, commis entre 1854 et 1933." Maryland est le premier État à avoir créé une commission pour faire la lumière sur les lynchages (mises à mort sommaires, sans jugement régulier ni droit donné à l'accusé de se défendre). <https://www.mdlynchingmemorial.org/>

Honduras. Le *Business and Human Rights Resource Center* a établi un rapport extrêmement détaillé sur Roberto David Castillo Mejia, accusé d'avoir assassiné une activiste des droits humains, Berta Caceres, en mars 2016. Les documents analysés sont d'une variété impressionnante : prêts hypothécaires, documents de tribunaux de plusieurs pays, etc. Le Centre en a tiré la conclusion qu'en plus de ses activités d'affaires, Castillo "s'était lancé dans une série d'activité criminelles, incluant des délits de corruption pendant qu'il était un employé du gouvernement, ainsi que de graves violations des droits humains." <https://www.business-humanrights.org/sites/default/files/documents/Violence-Corruption-Impunity-A-Profile-of-Roberto-David-Castillo.pdf>

Mexique. Le gouvernement a rapporté que "depuis 2006 et jusqu'à mi-août 2019, plus de 3'000 tombes de personnes clandestines, contenant au moins 5'000 dépouilles, ont été découvertes dans le pays" (*tele SUR*). [https://www.telesurenglish.net/news/44-Bodies-Found-in-Mexican-Mass-Grave-Victims-Identified-20190915-0020.html?utm\\_source=planisys&utm\\_medium=NewsletterIngles&utm\\_campaign=NewsletterIngles&utm\\_content=10](https://www.telesurenglish.net/news/44-Bodies-Found-in-Mexican-Mass-Grave-Victims-Identified-20190915-0020.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=10) ;

L'affaire des 43 étudiants de l'École Normale Rurale d'Ayotzinapa, disparus en 2014 à Iguala (État de Guerrero) a éclaté à nouveau, lorsque le juge a libéré un des principaux suspects, et déclaré que "la plupart des preuves apportées par les procureurs du gouvernement précédent avaient été obtenues illégalement" (*Mexico News Daily*). Le gouvernement a alors annoncé que le Bureau du procureur général et le Conseil Judiciaire fédéral "enquêteront sur les fonctionnaires et les juges responsables de la libération du suspect et de bien d'autres personnes dans cette affaire." Pour le contexte, voir *Nouvelles HRWG* 2019-03. <https://mexiconewsdaily.com/news/release-of-ayotzinapa-suspect-triggers-probe/>

Myanmar. La mission internationale d'établissement des faits sur Myanmar a publié un rapport de 440 pages sur ses travaux, menés dans trois États pendant 15 mois. "Sur la base des conclusions tirées de 875 entretiens, dans cinq pays différents, le rapport illustre de façon détaillée le modus operandi violent qui caractérise les opérations militaires gouvernementales birmanes [Tatmadaw] contre sa propre population." Le rapport a recouru aux images satellite, qui montrent "qu'au moins" 392 villages Rohingya "ont été entièrement rasés, ce qui documente de manière irréfutable à quelle grande échelle les destructions ont été perpétrées." Les experts ont identifié six commandants militaires birmans comme les principaux responsables ; "une liste non publiée contient des noms supplémentaires, lesquels seront communiqués au Haut-Commissaire aux droits de l'homme." <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=23575&LangID=E>

Trois rapporteurs spéciaux des Nations Unies "ont fait part de leur grave préoccupation relativement au recours par les forces armées à l'isolement au secret, citant les rapports reçus "au sujet d'au moins 15 décès d'hommes tenus au secret et accusés d'être des membres de l'ARSA (*Arakan Rohingya Salvation Army*, un groupe armé nationaliste rohingya). Les autorités militaires ont déclaré mener une enquête sur ces décès ; les experts appellent l'armée à publier les résultats de l'enquête et à détenir toute personne responsable des crimes pour qu'elle en réponde." <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24939&LangID=E>

Un réalisateur de film a été condamné à une année d'emprisonnement pour avoir critiqué l'armée et la constitution de 2009 sur sa page Facebook ; les autorités militaires ont déclaré qu'il avait "insulté l'armée et sali sa réputation" (*Burma Campaign*). [https://www.eurasiareview.com/08092019-myanmar-filmmaker-jailed-for-facebook-post-oped/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29](https://www.eurasiareview.com/08092019-myanmar-filmmaker-jailed-for-facebook-post-oped/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29)

Le Centre pour le droit et la démocratie, une ONG canadienne, a publié une analyse de la version en préparation (draft) de la loi sur les documents et archives nationaux. Cette analyse ainsi que le texte de la loi en préparation peuvent être consultés en ligne, voir : <https://www.law-democracy.org/live/myanmar-archives-law-fails-to-respect-the-right-to-information/>. Merci à Antoon De Baets pour le lien.

Nigéria. L'ONG internationale *Human Rights Watch* a interrogé en juin 2019 32 enfants "détenus par l'armée nigérienne pour avoir été associés au mouvement terroriste Boko Haram." Les Nations Unies "rapportent qu'entre janvier 2013 et mars 2019, les forces armées nigériennes ont détenu plus de 3'600 enfants, dont 1'617 filles, principalement soupçonnés d'intelligence avec des groupes armés non étatiques. Le nombre de personnes détenues en 2018 a régulièrement baissé, bien que les autorités nigériennes aient toujours refusé de faciliter l'accès des centres de détention aux Nations Unies pour vérifier le nombre réel de prisonniers détenus." *Human Rights Watch* a relevé que ces cas de détention pourraient constituer des crimes de disparitions forcées. <https://www.hrw.org/report/2019/09/10/they-didnt-know-if-i-was-alive-or-dead/military-detention-children-suspected-boko>

Roumanie. La Cour d'appel a jugé que Traian Basescu, l'ancien président roumain, avait collaboré en tant qu'agent informateur pour la *Securitate*, la police secrète de l'ère communiste, confirmant ainsi les conclusions du Conseil national pour l'étude des archives de la *Securitate*. Le réseau *BIRN* a rapporté que "le fichier de Basescu avait été détruit en 1979 sans microfilmage préalable". Cependant, le Conseil avait découvert d'autres documents pertinents. <https://balkaninsight.com/2019/09/20/romanian-court-rules-basescu-was-securitate-informer/>

Royaume-Uni. La Commission des lois britannique a décidé (*The Telegraph*) que les signatures électroniques "sont juridiquement équivalentes aux signatures manuscrites, aussi bien pour les actes fiduciaires, les procurations, les accords commerciaux, les transactions financières privées et gouvernementales". <https://www.telegraph.co.uk/news/2019/09/03/written-signatures-threat-law-commission-backs-electronic-versions/>

Selon le service des poursuites judiciaires britanniques, le *Crown Prosecution Service*, environ 58'000 viols ont été déclarés auprès de la police en 2018. Seules 1'925 condamnations ont été prononcées entre 2018 et 2019, un petit 3% des viols déclarés, soit 27% de baisse par rapport à 2017 (*Thomson Reuters Foundation*). <http://news.trust.org/item/20190912142523-4ebu9/>

Des chiffres officiels, communiqués à la BBC suite à sa demande d'accès aux données policières, déposée en vertu de la loi sur la *Freedom of Information*, montrent que "le nombre de crimes de haine en Angleterre commis contre les communautés lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles et transgenres ont augmenté de plus de 130% entre 2014-2015 et 2018-2019" (*Thomson Reuters Foundation*). <http://news.trust.org/item/20190912152131-gyipa/>

Les dossiers médicaux de "centaines de milliers de patients du service de santé national britannique [NHS National Health Service] ont été utilisés en guise de piliers pour soutenir la scène construite pour un festival" (*The Sun*). <https://www.thesun.co.uk/news/9982719/unshredded-nhs-records-dumped-town-centre/>

Seychelles. La Commission sur la vérité, la réconciliation et l'unité nationale a commencé ses auditions publiques sur les événements qui ont suivi le coup d'état de 1977, jusqu'au retour du système multipartite en 1993 (*Seychelles News Agency*). La Commission acceptera les plaintes pendant six mois à partir d'août 2019 ; elle a déjà reçu plus de 100 plaintes en un mois. <http://www.seychellesnewsagency.com/articles/11613/Truth+and+reconciliation+commission+begins+first+public+hearings+in+Seychelles>

Salvador. Le gouvernement du Salvador a annoncé avoir signé un accord avec l'Organization of American States, afin de créer une commission internationale contre la corruption et l'impunité au Salvador (CICIES). Une lettre d'opinion publiée par l'*Americas Quarterly* observe que "le financement

de la CICIÉS reste encore peu clair, ainsi que les modalités de sa direction, voire de son organisation.” Mettre au point un système de gestion de l’information solide devrait être une des premières étapes. [https://www.americasquarterly.org/content/el-salvadors-new-international-anti-corruption-commission?utm\\_source=AQ%27s+Week+in+Review&utm\\_campaign=96cc525377-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_08\\_17\\_06\\_51\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_6a33e16b5d-96cc525377-26124681](https://www.americasquarterly.org/content/el-salvadors-new-international-anti-corruption-commission?utm_source=AQ%27s+Week+in+Review&utm_campaign=96cc525377-EMAIL_CAMPAIGN_2019_08_17_06_51_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_6a33e16b5d-96cc525377-26124681)

**Soudan du Sud.** La Présidente de la Commission sur les droits de l’homme au Soudan du Sud a déclaré devant le Conseil des droits de l’homme des Nations Unies qu’une partie du mandat de la commission consistait à “rassembler et conserver les preuves”, afin d’assister le procureur général du futur tribunal hybride. “La Commission a identifié jusqu’à présent 66 personnes sud-soudanaises qui, selon la Commission, ont commandité les crimes graves (ou en sont davantage responsables) relevant du droit pénal international et commis dans le cadre du conflit du Soudan du Sud.” <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=24992&LangID=E>

Un rapport d’enquête de *La Sentinelle (The Sentry)*, une ONG britannique, affirme que des acteurs internationaux auraient apporté une aide directe aux responsables d’actes de violence au Sud Soudan, établi des liens d’affaires avec des personnalités officielles de haut rang, lesquelles se seraient rendues coupables de violations des droits humains, et auraient tiré profit grâce à des commandes publiques importantes Sud Soudan. Les sources de l’ONG, citées dans le volumineux appareil de notes, comprennent des documents provenant des tribunaux et des auditions, des publications d’entreprises et des courriels de pays aussi éloignés que la Macédoine, l’Ouganda, le Kenya et les États-Unis. <https://cdn.thesentry.org/wp-content/uploads/2019/09/TakingOfSouthSudan-Sept2019-TheSentry.pdf>

**Sri Lanka.** Le Président Maithripala Sirisena a nommé une commission, composée de cinq membres, dont le mandat sera “d’enquêter sur les attaques à la bombe qui ont eu lieu le 21 avril 2019, pendant le dimanche de Pâques, d’établir un rapport et de prendre les mesures nécessaires” (*Daily News*). <http://www.msn.com/en-xl/asia/srilanka/presidential-commission-to-probe-easter-bomb-attacks/ar-AAHGzbk>  
[http://www.colombopage.com/archive\\_19B/Sep22\\_1569123600CH.php](http://www.colombopage.com/archive_19B/Sep22_1569123600CH.php)

**Syrie.** Le *Centre syrien pour la Justice et la Responsabilisation* a publié “Return is a Dream: Options for Post-Conflict Property Restitution in Syria”, une étude qui examine l’histoire complexe de la loi syrienne sur la propriété immobilière, entre autres le système d’enregistrement de la propriété des terres. [https://syriaaccountability.org/library/return-is-a-dream-options-for-post-conflict-property-restitution-in-syria/?utm\\_source=SJAC+Weekly+Update&utm\\_campaign=149c6c8383-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_01\\_10\\_02\\_56\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_0a7405c641-149c6c8383-90540617](https://syriaaccountability.org/library/return-is-a-dream-options-for-post-conflict-property-restitution-in-syria/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=149c6c8383-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-149c6c8383-90540617)

L’ONG a également publié le commentaire suivant sur le décret promulgué par le président Bashar al-Assad “décret qui amnistie les auteurs de certains crimes commis avant le 14 septembre 2019”, substituée des condamnations à vie aux travaux forcés à la peine de mort et remplace l’emprisonnement à vie par 20 ans de prison – mais “n’accorde aucune amnistie aux Syriens reconnus coupables d’avoir appartenu à l’opposition ou d’avoir été impliqués dans des [prétendues] activités terroristes.” [https://syriaaccountability.org/updates/2019/09/26/syrias-newest-decreed-amnesty-or-a-political-stunt/?utm\\_source=SJAC+Weekly+Update&utm\\_campaign=22ee1ff348-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_01\\_10\\_02\\_56\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_0a7405c641-22ee1ff348-90540617](https://syriaaccountability.org/updates/2019/09/26/syrias-newest-decreed-amnesty-or-a-political-stunt/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=22ee1ff348-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-22ee1ff348-90540617)

**Taiwan.** La Commission ministérielle pour la justice transitionnelle a annoncé le lancement de la base de données sur la Terreur blanche (*Taiwan Transitional Justice Database*) avant la fin de l’année 2019 (*Taipei Times*). Les documents accessibles, entre autres des documents administratifs et judiciaires de cette période [1947-1987], ainsi que les procès de 967’000 personnes, proviennent des Archives nationales, du Musée national des droits de l’homme et du Ministère de la défense nationale. <http://www.taipetimes.com/News/taiwan/archives/2019/09/22/2003722723>

**Venezuela.** Le Conseil des droits de l’homme des Nations Unies a voté l’envoi d’une mission internationale d’établissement des faits pour enquêter sur les crimes contre les droits humains commis depuis 2014. La mise en place du programme d’archivage des dossiers de la mission devrait être immédiate. <https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=25077&LangID=E>

### **Conférences, publications.**

Le *Digital Initiatives Symposium* de l'Université de San Diego, Californie, aura lieu le 28 avril 2020 et "reçoit avec beaucoup d'intérêt les propositions de contributions avec une portée internationale ou / et d'auteurs internationaux." Justice sociale et libre accès (open access) font partie des thématiques proposées. Le délai d'envoi des propositions est le 22 novembre 2019 (envoyer à : [digital.sandiego.edu/symposium](http://digital.sandiego.edu/symposium)).

Le troisième Workshop sur les archives scientifiques, organisé par l'European XFEL GmbH, dans la région d'Hambourg, Allemagne, aura lieu du 30 juin au 1er juillet 2020. Deux des thématiques suggérées sont "Using and re-using archival resources in current science" et "Enabling access to scientific records." Les propositions doivent être formulées dans un texte de 400 mots maximum et envoyées dans le format consultable en ligne ([tiny.cc/e888cz](http://tiny.cc/e888cz)) jusqu'au 31 janvier 2020. Pour plus d'informations, [www.embl.de/aboutus/archive/](http://www.embl.de/aboutus/archive/).

La sixième Conférence mondiale de la Fédération Internationale pour l'Histoire Publique se déroulera à l'Université libre de Berlin (Freie Universität) du 18 au 22 août 2020. Les contributions peuvent être proposées jusqu'au 27 octobre 2019 à l'adresse : <https://www.ifph2020.org/submission-proposals/?emci=cd36180c-48da-e911-b5e9-2818784d6d68&emdi=389be5c9-e5da-e911-b5e9-2818784d6d68&ccid=29308>

Publication de l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains et du CICR, à Genève : *Guidelines on Investigating Violations of International Humanitarian Law*. <https://www.geneva-academy.ch/news/detail/261-guidelines-on-investigating-violations-of-ihl-law-policy-and-good-practice>

Publication sur les systèmes de gestion de l'identification dans le secteur humanitaire qui recourent à la technologie de registres distribués (DLT): <https://sovrin.org/wp-content/uploads/14A-Report.pdf>

Publication du Bureau de la Croix-Rouge CICR : *Humanitarian Consequences of Family Separation and People Going Missing*: <https://redcross.eu/positions-publications/reuniting-families-across-borders>

Publication sur la difficulté de recenser les décès après des catastrophes naturelles : [http://www8.nationalacademies.org/onpinews/newsitem.aspx?RecordID=9122019&utm\\_source=HMD+Email+List&utm\\_campaign=a5eb380619-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_09\\_12\\_06\\_39&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_211686812e-a5eb380619-180156329&mc\\_cid=a5eb380619&mc\\_cid=9ed352a082](http://www8.nationalacademies.org/onpinews/newsitem.aspx?RecordID=9122019&utm_source=HMD+Email+List&utm_campaign=a5eb380619-EMAIL_CAMPAIGN_2019_09_12_06_39&utm_medium=email&utm_term=0_211686812e-a5eb380619-180156329&mc_cid=a5eb380619&mc_cid=9ed352a082)

Publication de l'Institut des droits de l'homme (International Bar Association) : *Where are they? International standards for the search for forcibly disappeared persons*: <https://www.ibanet.org/Document/Default.aspx?DocumentUid=27399c4e-3a74-4966-ae79-5f0f74d4054>

Publication du programme financé par l'Union européenne T4 DATA : *The DPO Handbook. Guidance for data protection officers in the public and quasi-public sectors on how to ensure compliance with the European Union General Data Protection Regulation (Regulation (EU) 2016/679)* : <https://www.garanteprivacy.it/web/guest/home/docweb/-/docweb-display/docweb/9127859>

Publication sur le "triple nexus" de l'effort humanitaire, de développement et de construction de la paix : [https://www.thenewhumanitarian.org/special-report/2019/09/24/triple-nexus-humanitarian-development-peacebuilding-views?utm\\_source=The+New+Humanitarian&utm\\_campaign=1550c579c2-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2019\\_09\\_27\\_WEEKLY&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_d842d98289-1550c579c2-75545741](https://www.thenewhumanitarian.org/special-report/2019/09/24/triple-nexus-humanitarian-development-peacebuilding-views?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=1550c579c2-EMAIL_CAMPAIGN_2019_09_27_WEEKLY&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-1550c579c2-75545741)

**Partagez vos actualités avec nous ! [trudy@trudypeterson.com](mailto:trudy@trudypeterson.com)**

**Le GTDH est reconnaissant au magazine d'archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* pour sa gestion de la distribution des *Nouvelles HRWG*. Pour vous abonner aux *Nouvelles*, veuillez enregistrer les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subsctribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>**

Cette lettre d'information est publiée sous licence Creative Commons. Vous êtes libres de la diffuser et de la réutiliser à des fins non commerciales.